

[Texte]

[Traduction]

• 0955

Dans une grande ville comme Montréal, Toronto ou Vancouver, les districts de police sont vastes. À Montréal, dans le district que j'habite, près de l'Université de Montréal et de Côte-des-Neiges, il y a 125 000 habitants. Il y a un poste de police avec 125 policiers qui se promènent en auto patrouille. C'est sûr que le contact direct avec la population n'est pas très fort. Dans un district comme celui-là, il faut établir à deux ou trois endroits, par exemple là où il y a un regroupement de commerçants, des mini-postes qui sont tout simplement des vitrines de police. Il n'y a pas nécessairement des policiers 24 heures par jour, mais pendant les heures où les gens circulent, peuvent s'arrêter et obtenir des renseignements. Le ou les deux policiers dans ces mini-postes-là peuvent plus facilement faire la tournée des commerçants, rencontrer les citoyens, etc. Ces mini-postes permettent aussi à des citoyens de s'impliquer, entre autres de façon bénévole, pour donner un coup de main aux policiers. Cela multiplie le travail et le temps de travail des policiers. Cela existe déjà dans certaines villes du Canada. Il y a même un modèle qui a été évalué, et c'est celui de Victoria, en Colombie-Britannique.

Le troisième ingrédient pratique est ce qu'on appelle la visibilité policière. Dans les sondages d'opinions ou dans le travail qualitatif avec les associations de citoyens, il est très clair que les gens veulent voir la police. Ils veulent la voir dans leurs parcs, dans les rues, chez les commerçants, etc. Mais cette même population paie des impôts et on ne peut pas toujours dire: On va mettre quatre fois plus de policiers parce que vous voulez voir la police. Donc, il faut les traiter en citoyens responsables. Ils sont prêts à payer un certain montant, mais ils ne sont pas prêts à payer pour qu'on double le nombre de policiers. Il s'agit davantage de faire une réorganisation du temps de police qui permettra de mettre plus de policiers dans la rue, sur le trottoir.

Cela se fait. Par exemple, à Montréal, le directeur Alain St-Germain a annoncé récemment une réorganisation interne de la façon de travailler des policiers. À partir du 1^{er} janvier, il y aura 400 ou 450 policiers de plus qui vont se promener dans la rue, sur les trottoirs et rencontrer les commerçants. Donc, les patrouilles à pied, à bicyclette ou à cheval reviennent à la mode. C'est partout le même modèle. On dit à la police: Retournez voir le monde.

Le quatrième élément, auquel j'ai fait allusion tantôt de façon concrète et qui existe maintenant, ce sont les comités consultatifs de citoyens qui sont créés au niveau des districts ou au niveau d'une ville, si c'est une ville moyenne. Ici, le message qu'il faut retenir, c'est que les citoyens qui vont s'impliquer dans ces comités-là ne veulent pas seulement prendre un café ou, selon une image que les policiers aiment très peu, prendre un café et un Dunkin' Donut, lors d'une réunion une fois par mois ou une fois tous les deux mois. Ce n'est pas le genre d'implication qu'ils veulent. Si vous les impliquez seulement comme cela, ils vont aller à deux ou trois réunions et quitteront. Ils ne s'impliqueront pas et, surtout, n'impliqueront pas leur communauté.

Police districts in large cities such as Montreal, Toronto or Vancouver are huge. There are 125 000 citizens in the Montreal district where I live, which is close to the University of Montreal and to Côte-des-Neiges. There is one police station with 125 officers who patrol the streets in their cars. It's clear there is not much direct contact between the officers and the population. In a district that size, there should be two or three smaller stations, for example, in a area where there is a cluster of businesses. These mini-stations would simply establish a police presence. Officers would not necessarily be there 24 hours a day, but during business hours people could drop in and ask for information. It would be easier for one or two policemen bases in a mini-station to check in with retailers or meet citizens. The mini-stations would also allow citizens to get involved, on a volunteer basis or otherwise, to help the officers carry out their work. This would allow officers to get more work done and it would also free up their time. This is already happening in some Canadian cities. In Victoria, British Columbia, such a project has already been tried and tested.

The third practical prevention element is called police visibility. In opinion polls or in consultations with citizens associations, it is obvious that people want to see the police. They want to see officers in their parks, on the streets, in the shops and elsewhere. Even if these people pay taxes, we can't promise them we'll increase the number of "visible" officers by four, simply because they want to see more officers. We have to explain the situation to the citizens, who are reasonable people. They might be willing to pay somewhat higher taxes, but they are not willing to pay what it takes to double the number of "visible" officers. It would be better to reorganize the police forces' work so that more officers walk the streets.

This can be achieved. For example in Montreal, director Alain St-Germain recently announced an internal reorganization of the officers' workload. As of January 1st, between 400 and 450 officers will patrol the streets and sidewalks on foot and will meet with shopkeepers. As you can see, patrolling officers on foot, on bicycles or on horseback are making a comeback. We're hearing the same message everywhere; the police should be more in touch with the population.

The fourth prevention element, which I alluded to a few moments ago, is citizens' advisory committees. They already exist and operate within districts of large cities or within city limits of an average-sized city. What's important to remember is that the citizens who become involved in these committees don't simply want to get together for coffee or—to use an image the police hates—get together in a doughnut shop once every one or two months. This is not how citizens want to be involved. If the police involves citizens this way, the people will attend one or two meetings and then disappear. They will not get involved and, more importantly, won't get their communities involved.